



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**

Service Environnement Risques Connaissance

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° DDT-ERC-2023-039

**Portant délimitation de la Zone de Protection (ZP) des Aires d'Alimentation des Captages
(AAC) des puits et des sources de Loisy**

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la légion d'Honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

VU la Directive 75/440/CEE du Conseil du 16 juin 1975 concernant la qualité requise des eaux superficielles destinées à la production d'eau pour la consommation humaine ;

VU la Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau, dite Directive cadre sur l'Eau ;

VU la Directive 2006/118/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 sur la protection des eaux souterraines contre la pollution et la détérioration ;

VU la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques et notamment son article 21 ;

VU la Loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement et notamment son article 27 ;

VU la Loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010, dite loi Grenelle II, portant engagement national pour l'environnement et notamment son article 107 ;

VU la loi N°2012-1460 du 27 décembre 2012 relative à la mise en œuvre du principe de participation du public ;

VU l'arrêté du 11 janvier 2007 du ministère de la santé et de la solidarité, relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine ;

VU le Décret n° 2007-882 du 14 mai 2007 relatif à certaines zones soumises à contraintes environnementales et modifiant le code rural ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Rhin Meuse approuvé par l'arrêté du préfet coordonnateur de bassin le 18 mars 2022;

VU l'orientation T2-06 et les dispositions D1 à D6 « Réduire la pollution de la ressource en eau afin d'assurer à la population la distribution d'une eau de qualité » du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Rhin Meuse ;

VU le Code de l'environnement, notamment ses articles L.211-1, L.212-3, R.211-3 et suivants ;

VU le Code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L.114-1 à L.114-3, R.114-1 à R.114-10 ;

VU le Code de la santé publique, notamment ses articles R.1321-7, R.1321-31, R.1321-33, R.1321 34 et R.1321-42 ;

VU l'arrêté préfectoral du 16 mars 2007 déclarant d'utilité publique, la dérivation par captage des eaux des puits P1 ; P2 ; P4 et P5 à Loisy et l'établissement des périmètres de protection de ces points d'eau ;

VU l'arrêté préfectoral du 09 mars 2012 déclarant d'utilité publique, la dérivation par captage des eaux des sources du Grand Sart S1 ; S2 ; S3 ; S4 ; S5 et S6 à Loisy et l'établissement des périmètres de protection de ces points d'eau ;

VU le Code pénal, notamment ses articles L.132-11 et L.132-15 ;

VU l'avis du Comité de Pilotage (COPIL) des sources du Grand Sart, en date du 17/06/2021, validant le principe d'une action concertée et lisible à l'échelle des deux périmètres de captage et la création d'un COPIL commun aux deux zones de captages ;

VU l'avis du comité de pilotage des sources du Grand Sart et des puits de Loisy, en date du 26/10/2021, validant la création d'une Zone de Protection (ZP) commune incluant les sources et les puits ;

VU l'avis de la Chambre Départementale d'Agriculture en date du 1^{er} mars 2023;

VU la consultation du public du 27 février au 20 mars 2023 ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 11 mai 2023 ;

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de préserver la qualité des masses d'eau souterraines utilisées à des fins d'alimentation en eau potable de la population ;

CONSIDÉRANT que les teneurs en nitrates et dérivés de produits phytopharmaceutiques, observées dans les puits et les sources de Loisy, ne permettent pas de répondre aux objectifs et aux exigences de la Directive 2006/118/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 sur la protection des eaux souterraines contre la pollution et la détérioration ;

CONSIDÉRANT que les captages des « puits » et des « sources » de Loisy sont identifiés comme prioritaires dans le Plan d'Action Opérationnel Territorialisé 2022-2027 (PAOT), signé par le Préfet de Meurthe-et-Moselle le 09 décembre 2022 ;

CONSIDÉRANT que l'article L.211-3 du code de l'environnement prévoit de délimiter des zones où il est nécessaire d'assurer la protection qualitative et quantitative des aires d'alimentation des captages d'eau potable ;

CONSIDÉRANT que la délimitation de la Zone de Protection de l'Aire d'Alimentation des Captages des sources et des puits de Loisy est effectuée préalablement à la mise en place d'un programme d'action visant à réduire sa vulnérabilité aux pollutions diffuses d'origine agricole ;

ARRÊTE

Article 1^{er} :

Une Zone de Protection (ZP) de l'Aire d'Alimentation des Captages (AAC) des puits et des sources de Loisy est délimitée conformément au périmètre fixé sur le document graphique figurant en annexe 1 du présent arrêté.

Cette zone de protection sera communément désignée :

- Zone de Protection de l'Aire d'Alimentation des Captages du « Grand Loisy » ou ZP-AAC du « Grand Loisy ».

Article 2 :

Cette zone de protection qui intègre tout ou partie des communes de Loisy (54320) ; Bezaumont (54072) ; Sainte-Geneviève (54474) ; Landremont (54294) et Ville-au-Val (54569) comprend les dix points de prélèvements indiqués ci-dessous :

- Les puits de Loisy, codes BSS : BSS000PZCS ; BSS000PZCR ; BSS000PZCD et BSS000PZCC
- Les sources de Loisy, codes BSS : BSS000PZEB ; BSS000PZDY ; BSS000PZDX ; BSS000PZDZ ; BSS000PZEA et BSS000PZCM.

Article 3 :

Sur la zone de protection définie à l'article 1, un programme d'action sera défini conformément aux dispositions de l'article R.114-1 à R.114-10 du code rural et de la pêche maritime. Ce programme d'action fera l'objet d'un arrêté préfectoral spécifique.

Un comité de pilotage, présidé par le Président du Syndicat Mixte des Eaux de Seille et Moselle a été mis en place, il est chargé :

- de piloter les études nécessaires au diagnostic des pressions polluantes sur la zone de protection « du Grand Loisy »,
- d'élaborer et proposer un programme d'action dans les conditions définies par l'article R.114-1 à R.114-10 du code rural et de la pêche maritime,
- de suivre la mise en œuvre du programme d'action.

La composition du comité de pilotage est rappelé en annexe 2 du présent arrêté. Cette composition pourra être modifiée, en tant que de besoin, et en fonction des thématiques spécifiques qu'il conviendrait d'aborder localement.

Article 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et affiché pendant une durée d'un mois dans les mairies listées à l'article 2.

Article 5 :

Le présent arrêté peut être contesté dans les deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, soit par recours gracieux adressé à la Direction Départementale des Territoires de Meurthe-et-Moselle – service ERC - place des Ducs de Bar - CO 60025 - 54035 Nancy Cedex, soit par recours hiérarchique adressé au Ministère de la Transition Écologique et Solidaire - Tour Sequoia - 95055 La Défense Cedex.

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, la présente décision peut également être déférée devant le Tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision ou de sa publication. Le Tribunal Administratif de Nancy peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet <https://www.telerecours.fr>.

En l'absence de réponse à un recours gracieux ou hiérarchique dans les deux mois qui suivent la date du recours, il y a rejet implicite de la demande et le Tribunal Administratif de Nancy pourra être saisi dans les deux mois suivant le rejet implicite.

Article 6 :

Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Nancy, le **23 JUIN 2023**

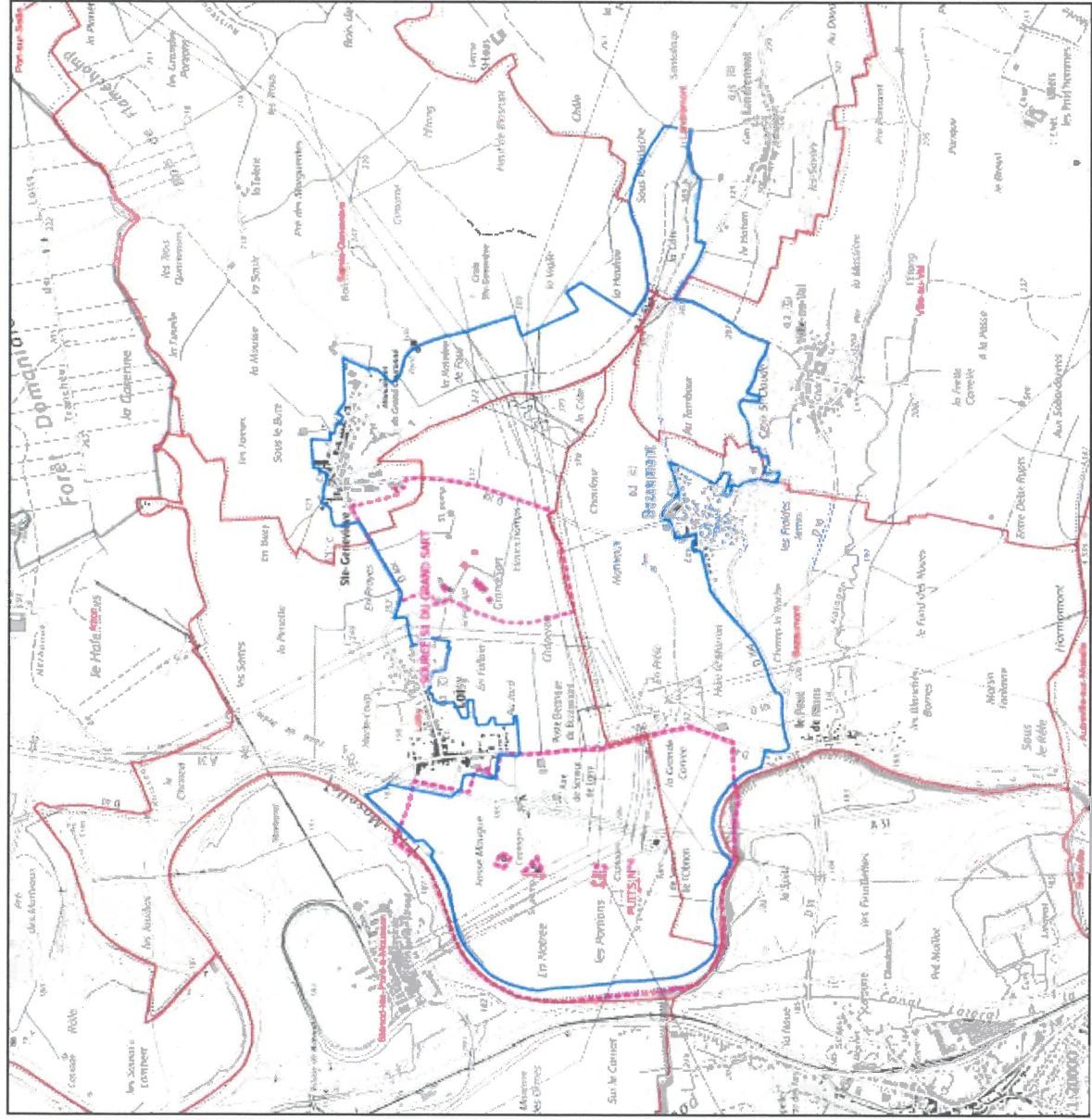
Le préfet,



Arnaud COCHET

ANNEXE N°1 de l'arrêté préfectoral n°DDT-ERC-2023-039

Délimitation de la Zone de Protection (ZP) des Aires d'Alimentation des Captages (AAC) du « Grand Loisy »



PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Zabner
Egallier
Perrin

Direction départementale
des territoires

Zone de protection des
aires d'alimentation des captages
du «Grand Loisy»

Légende :

- Périmètre de protection rapproché (PPR) des puits et des sources de Loisy
- Projet de zone de protection du Grand Loisy



Consultation : DDTM / ERC / DDTM
Plan : DDTM / ERC / DDTM
CAPTE : 201 - 2010000 - 201 - 2010000



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**

Service Environnement Risques Connaissance

**ANNEXE N°2 de l'arrêté préfectoral n°DDT-ERC-2023-039
Composition du Comité de Pilotage (COPIL) des aires d'alimentation des captages du
« Grand Loisy »**

Le COPIL est présidé par le président du Syndicat Mixte des Eaux de Seille et Moselle ou son représentant et est composé de la façon suivante :

- Un représentant du conseil municipal des communes concernées ;
- Un représentant de la Direction Départementale des Territoires (DDT) ;
- Un représentant de l'Agence de l'Eau Rhin Meuse (AERM) ;
- Un représentant de l'Agence de la Communauté de Communes du Bassin de Pompey (CCBP) ;
- Un représentant du Conseil Départemental de Meurthe-et-Moselle (CD54) ;
- Un représentant de la Chambre Départementale d'Agriculture de Meurthe-et-Moselle (CDA54) ;
- Un représentant de l'Agence Régionale de Santé (ARS) ;
- Les agriculteurs exploitants dans le périmètre de la zone de protection du « Grand Loisy » ;
- Une association de protection de l'environnement du secteur concerné ;
- Les coopératives et négociants agricoles impliqués sur le secteur ;
- Le gestionnaire de l'Autoroute A31 et des stations-service ;
- Un représentant du Réseau de Transport d'Électricité (RTE) ;

Le président du COPIL reste souverain pour inviter toute personne qu'il juge utile aux réunions du comité de pilotage.